

BELKHADEM INFIRME L'EXISTENCE D'UN TEL PROJET**«Que ferait le président d'un nouveau parti ?»**

Un nouveau parti pour Bouteflika ? Le secrétaire général du FLN, et par ailleurs ministre d'Etat, représentant personnel du président, n'y croit pas du tout : «Il ne m'en a jamais parlé.»

De Tipasa, Kamel Amarni

C'est ainsi que Abdelaziz Belkhadem entamait sa réponse à une question à ce propos, au cours d'une conférence de presse tenue à la clôture des travaux de l'université d'été du FLN, hier samedi, au complexe le Grand-Bleu de Tipasa.

«Ma première réponse est en tant que représentant personnel du président. Quant à celle du secrétaire général du FLN, je vous la livre sous forme de plusieurs interrogations. Que fera le président d'un nouveau parti ? Pour quelle finalité créerait-il un nouveau parti ? Pour être élu ? Il l'est déjà. Pour l'application de son programme ? C'est déjà pris en charge et

il a toute une alliance pour cela.»

Une alliance à la tête de laquelle se trouve le FLN, dont Bouteflika est d'ailleurs le président. Cette réponse faite, et comme l'assistance était composée de dizaine de militants du parti, Belkhadem ajoutera, à leur adresse sans doute : «Vous savez, le FLN, cela dit, a l'habitude !» Cette allusion au RND soulève un tonnerre d'applaudissements. «Eh bien, sachez qu'aucun autre parti ne peut enterrer le FLN. Et puis, croyez-moi, la scène politique est saturée.»

Toujours concernant la vie politique nationale, Belkhadem n'a pas manqué, dans son allocution de clôture de l'université d'été, de



«Aucun autre parti ne peut enterrer le FLN.»

rappeler un rendez-vous politique que tout le monde a failli oublier : la révision de la Constitution. Invité à fournir de plus amples précisions, il dira : «Rappelez-

vous que le président Bouteflika avait lui-même déclaré qu'il n'avait pas renoncé à une consultation populaire pour une révision en profondeur de la

Constitution. Il s'agira essentiellement des institutions et du mode de leur fonctionnement. La teneur de cette révision tout comme sa date étant, bien

entendu, du seul ressort du président.» S'agissant de «l'ambivalence du discours» entre la réconciliation nationale et la persistance du terrorisme, Belkhadem eut recours à la «position officielle» en guise de réponse.

«Il ne faut pas se suffir de la simple dénonciation des actes de terrorisme contre nos citoyens et les éléments de l'APN et des services de sécurité auxquels nous rendons hommage au passage. Nous avons, certes, initié une politique de réconciliation au bénéfice de ceux qui déposent les armes et nous n'avons pas fermé cette porte.

Mais, en même temps, il ne faut jamais faciliter la tâche et leur mener la vie dure à tous ceux qui brandissent encore les armes contre leur peuple et leur pays.»

K. A.

ENFANTS DE GHAZA AU FORUM D'EL MOUDJAHID**Ces témoins d'une guerre...**

Ils sont là pour raconter l'horreur. L'horreur d'une guerre sans merci. Mais également pour se débarrasser de ce legs, de ce lot de souffrances et de traumatismes. Eux, ce sont les enfants meurtris de Ghaza, qui séjourneront six semaines en Algérie.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - L'initiative vient de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem). Ils sont près de 33 personnes, dont des enfants âgés de 11 à 17 ans accompagnés de moniteurs et de monitrices, que l'Algérie accueille.

Au programme de leur séjour, qui s'étalera jusqu'au 27 juillet, une diversité d'activités culturelles et sportives sur les côtes jjieliennes, outre des visites touristiques à Oran et Constantine et dans diverses régions limitrophes d'Alger sont prévues. Demain, les 23 enfants palestiniens s'envoleront pour Rome.

«Une association italienne (El CEIS) les prendra en charge durant douze jours. Ils seront de retour en Algérie le 5 juillet», explique P' Khiati, président de la Forem. Seul bémol, les filles ne sont pas de la partie. Enfin, presque. «Trois filles nous ont accompagné.

Elles ont 11, 22 et 27 ans», nous confie innoemment deux enfants. En fait, selon leurs dires, on compte une fille de onze ans parmi ce groupe de combattants. Pour les deux autres, il s'agit certainement de monitrices.

L'absence de filles est liée aux «us des Palestiniens. C'est la ligne rouge qu'il ne faut pas franchir», explique un moniteur. Revenant sur l'état psychologique de ces enfants palestiniens, P' Khiati estime que «plus de 50 % de ces enfants de Ghaza sont orphelins, et l'autre moitié

ayant perdu un proche parent, un ami, ou un voisin». Ils souffrent de traumatismes aigus, de frustrations et de problèmes psychiques en raison de la guerre et du blocus israélien qui nécessitent une sérieuse prise en charge.

Plus du tiers des enfants de Ghaza ont, en effet, été témoins de la mort d'un proche. Ces enfants ont eu hier la parole, au forum d'El Moudjahid. Ils ont exprimé cette douleur qu'ils fuient et enfouissent au fond d'eux. «Ce que nous avons vécu à

Ghaza est trop dur à raconter. Quand vous assistez au spectacle de tout un camp qui part en éclats, alors qu'à la base c'est une maison qui est visée, à des blessures horribles occasionnées par les missiles envoyés par les drones... Quand vous voyez des corps déchiquetés, des lambeaux de chair humaine sur le sol palestinien, des familles entières s'amasser dans des abris de fortune, des «tonnes» de missiles s'abattre sur des quartiers et des camps entiers, on se demande : où sont les droits

de l'Homme ?» s'interroge Hossein Mohcene.

Et d'ajouter : «En Palestine, les droits de l'homme ne sont qu'une appellation.» Mohcene, avec un long soupir, se rappelle : «Nous avons de la volonté pour combattre jusqu'au dernier souffle.» «Nous avons vécu une souffrance atroce.

Notre souhait est de récupérer nos terres. Voir libre et indépendante notre Palestine», nous dira Youcef, 15 ans, retenant difficilement ses larmes.

Ce témoin de l'horreur se ressaisit pour nous exprimer, avec ses amis, son enchantement d'être en Algérie.

«Nous avons visité Blida hier (vendredi ndlr). Nous avons été subjugués par la Chiffa», nous confie Youcef, 16 ans.

L'émerveillement se lit sur leurs yeux quand ils parlent de la Grande-Poste, son architecture, et de l'accueil des Algériens et de leur soutien à la cause palestinienne.

W. Z.

DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME AU SAHARA OCCIDENTAL**La Task Force se réunit à Alger**

Alger accueille, depuis hier, une réunion de la Task Force de la Coordination européenne de la solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco) élargie à un groupe de travail de défense des droits de l'homme dans les territoires occupés. Les participants à cette réunion auront à définir une stratégie pour inscrire la protection des droits de l'homme dans le mandat de la Minurso.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les comités et associations de soutien au peuple sahraoui se penchent, depuis hier, sur le dossier de la protection des droits de l'homme dans les territoires occupés sahraouis.

«Nous devons tous nous mobiliser pour imposer le respect total du principe des droits de l'homme dans les territoires occupés par le Maroc», a déclaré Mahrez Lamari, président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, à l'ouverture de cette réunion. Pour assurer le respect de ce principe, le mouvement associatif tente d'inscrire la protection des popula-

tions civiles dans le mandat de la Mission des Nations-Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (Minurso).

«Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore réussi à élargir le mandat de la Minurso à cause du refus de certains pays. Mais nous finirons par réussir. Une mission de la Task Force se rendra à New York pour défendre cette question devant la 4^e commission de décolonisation de l'ONU», a indiqué Pierre Galland, président de la Coordination européenne de la solidarité avec le peuple sahraoui.

L'Eucoco prévoit également de faire pression sur l'Union européen-

ne. «Les récentes élections ont largement modifié la composante du Parlement européen. La création d'un intergroupe parlementaire pour le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination nous permettra d'engager des actions de lobbying à l'intérieur même du Parlement.

Cette structure sera chargée de missions très précises à l'approche des négociations que doit engager l'Union européenne pour la révision des accords avec le Maroc et Israël.

D'ailleurs, il est tout à fait indécant que l'UE décide d'accorder un statut avancé à deux pays du pourtour de la Méditerranée qui occupent illégalement d'autres pays», a souligné Pierre Galland.

Carmelo Ramirez Marrero, président de la Fédération étatique d'institutions solidaires de l'Etat espagnol, a présenté un rapport sur une récente visite à El Ayoun occupée d'une délégation de militants des droits de l'homme.

«Lors de cette visite qui s'est déroulée du 23 au 26 mai dernier, les membres de la délégation ont pu constater un nombre important de violations des droits de l'homme commises par le Maroc.

Les forces d'occupation ont instauré un climat de terreur dans l'ensemble des territoires sahraouis. Les tortures, les viols, les enlèvements et les harcèlements des populations civiles sont systématiques», a insisté Carmelo Ramirez Marrero.

De son côté, M^e France Weyl, avocat au barreau de Paris, a tenu à diffuser un appel de Yahia Mohamed Elhafed laaza, détenu politique condamné à une peine de 15 ans de réclusion criminelle par un tribunal marocain. «Yahia Mohamed Elhafed laaza est accusé d'avoir organisé une manifestation à Tan-Tan alors qu'il n'était pas présent au moment des faits».

T. H.